

Bulletin du FMI

ASSEMBLÉE ANNUELLE FMI-BANQUE MONDIALE

M^{me} Lagarde appelle à des décisions concertées pour étayer la reprise

Bulletin du FMI en ligne
22 septembre 2011



M^{me} Lagarde face aux journalistes : «Il faut absolument une direction collective. Ce ne sont pas un ou deux pays qui vont mener la danse.» (photo FMI)

- Pour M^{me} Lagarde, les mesures à prendre pour étayer la reprise sont claires
- Le monde a besoin de décisions concertées pour des solutions synchronisées
- Il faudra du temps, surtout en Europe, pour que les remèdes agissent

L'économie mondiale est dans une nouvelle phase périlleuse, lourde de menaces grandissantes, mais si les problèmes sont pour une large part économiques, les solutions sont essentiellement d'ordre politique, a déclaré M^{me} Lagarde, Directrice générale du FMI.

À sa conférence de presse inaugurale, à la veille de [l'Assemblée annuelle FMI-Banque mondiale de 2011](#) à Washington, M^{me} Lagarde a tracé trois grands axes de réflexion pour les prochains jours : les perspectives économiques mondiales peu brillantes, les mesures à prendre pour que la reprise continue et la nécessité d'en fixer plus fermement le cap.

La croissance mondiale s'est ralentie, ce qui signifie des pertes d'emplois et le basculement d'un plus grand nombre de personnes dans la pauvreté, et les risques ont considérablement augmenté, a-t-elle déclaré.

La tâche du FMI, avec ses 187 pays membres, consiste à aider à mettre en place des solutions globales. Menée avec fermeté et de manière synchronisée, l'économie mondiale peut se redresser à la longue. «Nous sommes ensemble dans l'adversité, et ensemble nous pouvons nous en tirer», a-t-elle ajouté.

Prenant note de «l'anxiété et de la fébrilité» des marchés, elle a expliqué que le monde a besoin de faire revivre l'esprit collectif du sommet du Groupe des Vingt (G-20) de Londres en 2009, où les dirigeants avaient décidé d'agir de manière concertée.

Une nouvelle phase périlleuse

Répétant que l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle phase périlleuse, M^{me} Lagarde a ajouté que, dans les pays avancés, l'endettement considérable des États, des ménages et des banques risque d'asphyxier la reprise.

Par ailleurs, certains des principaux pays émergents ne font pas encore suffisamment d'efforts pour doper la demande intérieure — dans leur propre intérêt, mais aussi pour contribuer à la demande mondiale.

D'après les dernières [prévisions économiques mondiales](#), rendues publiques par le FMI le 20 septembre, le PIB réel devrait augmenter à un rythme relativement vif de 6,4 % dans les pays émergents et en développement, mais de 1,6 % dans les pays avancés en 2011.

Près de 10.000 décideurs, représentants du secteur privé et de la société civile, journalistes et universitaires sont attendus à l'Assemblée annuelle, qui donne aux dirigeants économiques une occasion de réfléchir à des solutions collectives aux grands problèmes auxquels le monde est confronté.

Les «4 R» pour assurer la reprise

Bien que la marge de manœuvre se soit rétrécie, il y a encore moyen d'aller de l'avant. M^{me} Lagarde a énuméré les grands axes d'action : remise en état, rééquilibrage, réforme et reconstruction. Bref, les « 4 R ».

- **Remise en état.** Les pays avancés doivent maîtriser leur endettement en rééquilibrant leurs finances publiques. Mais à vouloir rééquilibrer trop vite, on risque de nuire à la croissance. Des mesures crédibles propres à générer et à affermir l'épargne à moyen terme contribueront à dégager une marge de croissance aujourd'hui — en permettant un rééquilibrage plus lent. Aux États-Unis, il faut aussi remédier au surendettement des ménages, tandis qu'en Europe le problème est double : il y a d'une part la dette souveraine et, de l'autre, la nécessité de renforcer les volants de fonds propres des banques.

- **Réforme.** Il y a eu des avancées sur ce front, mais la poursuite de la réforme du secteur financier est la priorité.

- **Rééquilibrage.** Il importe d'agir pour assurer une croissance mondiale vigoureuse, stable et équilibrée — pour que la demande privée prenne le relais de la demande publique dans les pays avancés et que la demande intérieure prenne celui de la demande extérieure dans les principaux pays émergents.

- **Reconstruction.** Les pays à faible revenu ont assez bien traversé la crise, mais il leur faut reconstituer une marge de manœuvre pour se protéger contre d'autres tempêtes. Et la communauté internationale doit les y aider.

Les solutions sont essentiellement d'ordre politique

Le cap est donc clairement défini, mais il faut des décisions énergiques pour faire avancer les choses.

«L'ensemble des solutions et méthodes requises pour faire face à la situation sont bien connues, et ce que nous espérons certainement parvenir à susciter au cours de l'Assemblée annuelle, c'est la volonté politique concertée et le degré de synchronisation requis pour que la reprise puisse faire son chemin», a déclaré M^{me} Lagarde aux journalistes.

«Il faut absolument une direction collective. Ce ne sont pas un ou deux pays qui vont mener la danse. Comme je l'ai déjà dit, chacun de nos pays est engagé dans ce processus et exposé

aux risques de la situation actuelle, mais peut aussi apporter sa contribution à la solution. C'est cela, à mon avis, qui justifie véritablement l'existence d'une institution telle que le FMI. »

Difficultés dans la zone euro

À l'heure où tous les regards sont tournés vers les difficultés de la zone euro, les pays européens soutiennent vigoureusement la Grèce, mais la mise en œuvre des engagements prendra du temps, a expliqué M^{me} Lagarde.

«Il y a manifestement un décalage entre les engagements très solides, très vigoureux au plus haut niveau de ces États, et leurs délais d'application. C'est le propre de la vie parlementaire... nous ne sommes plus au temps de Napoléon, où un chef d'État n'avait qu'à claquer des doigts pour que les choses bougent. Nous sommes en démocratie, et il faut du temps au temps.»

Les dirigeants de la zone euro se sont accordés le 21 juillet sur bien des points : «il y avait un engagement financier, il y avait une détermination politique collective à agir ensemble, il y avait un soutien financier permanent, pourvu que les pays tiennent leurs engagements ... et il y avait aussi une volonté collective d'améliorer la gouvernance et la discipline au sein du groupe. »

Il sera essentiel que tant l'État grec que ses partenaires de la zone euro tiennent leurs engagements. Mais, a souligné M^{me} Lagarde, l'objectif de l'Union européenne est plus ambitieux. «Il ne s'agit pas seulement d'économie, il ne s'agit pas seulement de finance. Il s'agit aussi de la destinée politique collective de pays qui avaient passé des siècles à se faire la guerre et sont déterminés à rester unis.»